

ENTRETIEN

Depuis novembre 2021 et la résurgence de la rébellion du M23 soutenue par le Rwanda, l'est de la République démocratique du Congo (RDC) s'enfonce dans un cycle de violences. Malgré l'accord de paix signé le 4 décembre 2025 par Kigali et Kinshasa sous l'égide de Washington, les combats font rage. Le chercheur et écrivain américain Jason K. Stearns, directeur de recherche à l'institut congolais Ebuteli et professeur à l'université Simon-Fraser (Canada), analyse les ressorts de cette paix illusoire et les ambitions américaines en RDC.

Le 11 mars, une frappe de drone sur Goma, la capitale de la province orientale du Nord-Kivu toujours contrôlée par le M23, a coûté la vie à trois civils – dont Karine Buiset, employée française du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Que révèle ce drame de l'évolution militaire du conflit ?
Cela montre l'importance croissante de la technologie dans ce conflit, comme dans toutes les guerres actuelles, avec une intensification de l'usage des drones. Cela révèle aussi certaines faiblesses : quel que soit le belligérant responsable de cette frappe [attribuée par le M23 aux forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ; le gouvernement de Kinshasa a promis de mener une enquête], il ne cherchait probablement pas à tuer cette humanitaire. Il visait autre chose.

Le 24 février, dans une autre frappe aérienne, l'armée congolaise a tué Willy Ngoma, porte-parole et figure historique du M23. Comment expliquer ce regain d'offensive de Kinshasa alors que, encore récemment, le M23 paraissait en position de force sur le terrain ?

La prise d'Uvira [port stratégique sur le lac Tanganyika] par le M23, le 10 décembre 2025 – quelques jours seulement après la signature de l'accord de paix de Washington – a été vécue comme une humiliation par Kinshasa. [Les rebelles se sont retirés de la ville fin janvier, après que les États-Unis ont menacé le Rwanda de sanctions économiques.] Depuis, l'armée congolaise s'est restructurée, investissant massivement dans les nouvelles technologies, tout en s'appuyant davantage sur des sociétés militaires privées étrangères. Ce sont ces dernières qui opèrent les frappes de drones, les FARDC ne possédant pas encore pleinement cette capacité.

Depuis fin 2025, la présence de l'Américain Erik Prince et de sa société Vectus Global s'est renforcée dans l'Est congolais, notamment dans le Sud-Kivu. Certains mercenaires colombiens qu'il emploie seraient ainsi impliqués dans des frappes de drones dans cette province. D'autres sources mentionnent aussi la présence, à Kisangani [base arrière des FARDC], d'Israéliens, d'Algériens et de Turcs aux côtés des soldats congolais.

Cette stratégie de Kinshasa a-t-elle fonctionné ?

Si ces frappes, symboliques, sont présentées par Kinshasa comme des avancées permettant désormais aux soldats congolais de repousser le M23, rien ne le confirme sur le terrain. Les drones permettent d'éliminer des cibles-clés, mais un territoire ne peut se reconquérir uniquement par des frappes aériennes. Cela exige une combinaison de moyens aériens et de forces au sol. Or, c'est précisément la grande faiblesse des FARDC. Leur infanterie est minée par des chaînes de commandement parallèles, des allées-peu fiables, une corruption endémique et un manque général d'équipements et de planification.

Des émissaires des présidents congolais, Félix Tshisekedi, et rwandais, Paul Kagame, se sont rencontrés à Washington les 17 et 18 mars pour relancer un processus de paix enlisé depuis des mois. Faut-il y croire ?

Washington juge la situation propice. Depuis les sanctions imposées début mars par le Trésor américain à l'armée rwandaise, Kigali apparaît affaibli. Le risque, toutefois, est que Kinshasa – se sentant renforcé – cède à l'appel des faucons du régime qui croient encore à une victoire militaire. Or, pour les diplomates américains, cela reste irréaliste : seule une solution politique peut mettre un terme à ce conflit.

En quoi les sanctions imposées par Washington constituent-elles un coup dur pour Kigali et les rebelles du M23 ?
L'armée rwandaise aura désormais du mal à effectuer des transactions à l'étranger, no-

tamment des achats d'armes, car elle dépend d'un système bancaire international largement dollarisé auquel les sanctions lui bloquent l'accès. C'est d'autant plus problématique qu'une large partie de ses 33 000 soldats – parfois presque la moitié – est déployée à l'étranger, ce qui se fait dans l'est de la RDC ou dans des missions de maintien de la paix des Nations unies. De proches alliés des États-Unis, comme Israël, risquent aussi de limiter leurs transactions avec l'armée rwandaise.

Faut-il y voir un tournant dans le conflit en République démocratique du Congo ?
Ces sanctions marquent un virage majeur. Elles rendent peu probable l'augmentation des capacités militaires rwandaises dans l'est



«Mama machettes» (2011). Sculpture constituée de machettes soudées (195 x 117 x 124 cm). FREDDY TSIMBA/BOUAKAR A CISE/GALERIE ANGALA

Né en 1967 à Kinshasa, **Freddy Tsimba** fait ses études à l'Académie des beaux-arts de la ville, dont il est diplômé en 1989, puis se forme durant six ans auprès de forgerons et de fondeurs congolais. Dès la fin des années 1990, il ramasse des objets métalliques de la vie quotidienne dans la rue pour les fondre et les souder, assemblant ainsi ses œuvres. Depuis les années 2000, il récupère ces éléments sur des lieux de conflits – douilles de balles, cartouchières, chaînes – pour créer des sculptures de silhouettes humaines souvent opprimées, parfois mutilées. Il rend ainsi hommage aux victimes de la guerre qui fait rage dans l'est de son pays.

Jason K. Stearns « Les sanctions américaines contre le Rwanda marquent un virage majeur dans le conflit en RDC »

La République démocratique du Congo est devenue un enjeu pour Washington, qui cherche à obtenir un accès aux minerais du riche sous-sol de ce pays, analyse le chercheur américain



SIMON FRASER UNIVERSITY

de la République démocratique du Congo. Surtout, Washington lutte pour la première fois le « bâton » contre un pays qui – comme Israël dans le sud du Liban ou les États-Unis en Amérique latine – intervient pour créer chez son voisin une sphère d'influence.

Jusqu'ici, le processus de paix reposait avant tout sur la « carotte » : l'idée d'une intégration économique, basée sur des projets de développement porteurs, et un partage de l'exploitation minière du riche sous-sol congolais. Mais ce partage du gâteau congolais n'a pour l'instant pas marché.

Le 14 mars, le Rwanda a menacé de retirer ses quelque 10 000 policiers et soldats qui luttent contre les djihadistes dans le nord

du Mozambique, où opère notamment le géant américain ExxonMobil. S'agit-il d'un calcul stratégique de Kigali pour réduire la pression américaine dans l'est de la RDC ?

L'argument officiel rwandais [c'est-à-dire le retrait en cas de financement durable non garanti] est légitime : maintenir ces troupes sans un soutien financier extérieur serait intenable. Mais Kigali se sert aussi de la situation comme d'un levier face à Washington. Avant l'arrivée des soldats rwandais, les vastes projets gaziers d'ExxonMobil et de français TotalEnergies dans la province du Cabo Delgado [Mozambique] étaient paralysés par les djihadistes. Or, le Rwanda sait que l'embarquement du Moyen-Orient rend ces gisements stratégiques indispensables pour les Occidentaux. Il en profite pour tenter de peser diplomatiquement.

Dans le cadre de l'accord de paix signé à Washington, les États-Unis ont obtenu un accès préférentiel aux richesses minières de l'est congolais. Cette diplomatie minière a-t-elle des chances d'aboutir ?

C'est l'une des faiblesses de la diplomatie Trump : un excellent sens du spectacle entourant ses prises de décision, mais peu d'efficacité dans leur mise en œuvre. Dire que les entreprises américaines vont suivre et obtenir des contrats d'exploitation en RDC ne suffit pas. Il va falloir créer une chaîne d'approvisionnement complète pour que ces minerais soient raffinés, puis exportés vers les États-Unis. Cela constitue un véritable défi car, aujourd'hui, la chaîne d'approvisionnement mondiale des minerais de l'est de la RDC – du cobalt et du cuivre notamment – passe par l'Asie de l'Est et elle est dominée par la Chine. Jusqu'à très récemment, il n'y avait quasiment pas d'investissements américains en RDC : parmi les majors minières que compte ce pays, six ou sept sont chinois, et aucune n'est américaine.

Quand les États-Unis ont-ils commencé à s'intéresser au secteur minier congolais ?

Depuis l'entrée en fonction du président Joe Biden, en 2021, Washington voit la RDC à travers le prisme du conflit, des minerais critiques et de la compétition avec la Chine. Sous les mandats de ses prédécesseurs – Barack Obama [2009-2017] et de Donald Trump [2017-2021], le pays était relativement négligé, relégué au rang de « dossier humanitaire ». Aujourd'hui, les États-Unis bloquent les nouveaux contrats chinois tout en défendant leurs intérêts économiques.

La nouveauté, avec le retour de Trump à la Maison Blanche [en janvier 2025], c'est le caractère transactionnel de cette diplomatie : les pressions exercées par Washington sont liées à l'accès aux minerais et aux intérêts économiques américains. La RDC est devenue un enjeu géopolitique et géostratégique pour Washington, comme durant la guerre froide.

Si les États-Unis sont en première ligne dans l'est de la RDC, la France, elle, a été critiquée pour sa relative passivité sur le dossier des Grands Lacs. Comment l'expliquez-vous ?

C'est la continuité de l'approche tenue par Paris tout au long de ce conflit, consistant à éviter de fâcher l'une ou l'autre des parties et à rester dans la périphérie diplomatique. D'où les critiques envers Emmanuel Macron sur son manque de fermeté envers Kinshasa comme vis-à-vis de Kigali. La RDC est le plus grand pays francophone du monde. Ça compte. Le président français a aussi toujours été assez réticent à exercer trop de pressions sur le Rwanda car le pays revêt une importance stratégique pour la France. Sa logique est de ne plus déployer de troupes françaises en Afrique, et d'y protéger et déployer l'influence française à travers des partenaires régionaux, à l'image de ce que fait Kigali dans le nord du Mozambique. Le président français cherche en outre à dépasser la relation catastrophique entre Paris et Kigali, liée au génocide de 1994 [la France avait été accusée de faire preuve de complaisance à l'égard du régime en place]. ■

PROFES RICUELLIS
PAR MORGANE LE CAM